

*Republiek en geaffigeert tot waalmen ende afdelt
den 17 januarij 1793*

*C. Van Heeken D. Jansen J. Leuven
D. op den Aans Borgemeester*

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE

Fait connoître aux Peuples, sur le Territoire desquels se trouvent les Armées Françaises, le Décret suivant de la Convention Nationale de France.

DECRET DE LA CONVENTION NATIONALE,

Du 15 Décembre 1792, l'An premier de la République Française.

Par lequel la République Française proclame la Liberté & la Souveraineté de tous les Peuples chez lesquels elle a porté & portera ses armes.

LA Convention Nationale, après avoir entendu le rapport de ses Comités des Finances, de la Guerre & Diplomatique réunis, fidelle aux principes de la Souveraineté du Peuple, qui ne lui permet pas de reconnoître aucune des institutions qui y porte atteinte, & voulant fixer les règles à suivre par les Généraux des armées de la République dans les pays où ils porteront les armes, décrète :

ARTICLE I. Dans les pays qui sont ou seront occupés par les armées de la République, les Généraux proclameront sur le champ au nom de la Nation Française, la Souveraineté du Peuple, la suppression de toutes les autorités établies, des impôts ou contributions existantes, l'abolition de la dixme, de la féodalité, des droits seigneuriaux, tant féodaux que censuels, fixes ou casuels; des banalités, de la servitude réelle & personnelle, des droits exclusifs de chasse & de pêche, des corvées, de la noblesse, & généralement de tous les privilèges.

II. Ils annonceront au Peuple qu'ils lui apportent paix, secours, fraternité, liberté, & égalité ils le convoqueront de suite en assemblées primaires ou communales pour créer & organiser une administration & une justice provisoires; ils veilleront à la sûreté des personnes & des propriétés; ils feront imprimer en langue ou idiôme du pays, afficher & exécuter sans délai dans chaque commune, le présent Décret & la Proclamation y annexée.

III. Tous les agens & Officiers civils ou militaires de l'ancien gouvernement, ainsi que les individus ci-devant réputés nobles ou membres de quelque corporation ci-devant privilégiée, seront, pour cette fois seulement, inadmissibles à voter dans les assemblées primaires ou communales, & ne pourront être élus aux places d'administration ou de pouvoir judiciaire provisoire.

IV. Les Généraux mettront de suite sous la sauve-garde & la protection de la République Française, tous les biens meubles & immeubles appartenans au fisc au prince, à ses auteurs, adhérens & satellites volontaires, aux établissemens publics, aux corps & communautés laïques & ecclésiastiques: ils en feront sans délai, dresser un état détaillé qu'ils enverront au pouvoir exécutif, & ils prendront toutes les mesures qui seront en leur pouvoir, afin que ces propriétés soient respectées.

V. L'administration provisoire, nommée par le Peuple, sera chargée de la surveillance & régie des objets mis sous la sauve-garde & la protection de la République Française; elle veillera à la sûreté des personnes & des propriétés; elle fera exécuter les loix en vigueur relatives au jugement des procès civils & criminels, à la police & la sûreté publique; elle sera chargée de régler & faire payer les dépenses locales, & celles qui seront nécessaires pour la défense commune; elle pourra établir des contributions, pourvu toutefois qu'elles ne soient pas supportées par la partie indigente & laborieuse du Peuple.

VI. Dès que l'administration provisoire sera organisée, la Convention Nationale nommera des commissaires pris dans son sein, pour aller fraterniser avec elle.

VII. Le conseil exécutif nommera aussi des commissaires nation-

DEN GENERAEL VAN D'ARMÉE

Laet bekend maeken aen de Volkeren, op welkers Land-ge-bied zig bevinden de Fransche Laegers, het volgende Decreet van de Fransche Volks byenkomst.

DECRET VAN DE NATIONALE CONVENTIE.

Van den 15 December 1792: het Eerste jaer der Fransche Republyk,

Door welke de Fransche Republyk verkondigd de vryheyd en de oppermagt aller Volkeren, waer zy haere Wapenen gebragt heeft of nogmaels brengen zal.

DE Nationale Vergaedinge, naer gehad te hebben bescheyd van haere Comités van finantien, Krygs en Diplomatike zaaken, getrouw zynde aen de grond regels van de Oppermagt van het Volk, dewelke haer niet toe en laet eenige instelling te erkennen, die daer tegen eene tegenstryding heeft, en willende vaststellen de regels naer te volgen door de Generaels van de Republyk in die landen, alwaer zy de Wapenen zullen voeren, stelt vast:

EERSTEN ARTIKEL. Dat de Generaels terstond in de Lande die door de Arméen van de Republyke zyn bezeeten, of zullen bezeeten worden, opstaenden voet zullen verkondigen, in den Naem van de Fransche Natie, de Opperste Magt van 't Volk, de afschaffinge van alle aengesteld gezag, van existerende im-posten of contributien, de afbrenginge der thiende van alle Leen-goederen, van de Heerlyke Regten zoo Leenen als Chinsen, vaste of toevallende; van Regts gebied, van de reële en persoonnele dienstbaerheyd, van exclusive Regten van Jagt en Visscherye, van Heere dienste, van den Adeldom, en generaellyk van alle Privilegien.

II. Zy zullen het Volk aankondigen, dat zy hun brengen den Vreede, hulp, Broederlykheyd, Vryheyd en Gelykheyd, en zy zullen het zelve terstond by een roepen in de Primaire of gemeens vergaedinge, om op te regten, en werkstellig te maeken, eene provisioneele bestieringe en Justitie; zy zullen waekzaam opzigt hebben, op de zekerheyd van de personen en eygdommen; zy zullen doen Drukken in de Lands-spraek of Taele, Affigeeren, en agtervolgen in elke gemeente dit tegenwoordig Decreet, en de uytroepinge daer by gevoegt.

III. Alle Agenten, of Officiëren Civiele of Militaire van het oud Gouvernement, als ook van die de welke voortyds zyn voor Adelyk gehouden geweest, of mit-leeden van eenige Geprivilegeerde Corporatie zullen voor deze reyse alleenlyk onaanne-melyk zyn, tot het stem geven in de primaire of Communele vergaedinge en zullen niet kunnen worden gekoosen tot de plaetsen, van de bestieringe, of tot de provisioneele magt van't geregt.

IV. De Generaels zullen daer op, onder de bewaerenisse en Bescherminge van de Fransche Republike stellen, alle roerlyke en onroerlyke Goederen, behoorende aen den Fiscus, aen den Prince, aen zyn Voorstaenders, aenhangende, en Vrywillige wagtters tot de Publyke zoo Wereldsche als Kerkelyke Stigtin-gen: zy zullen daer van zonder uytstel doen maeken eenen Staet den welken zy zullen verzenden tot uytvoerende Magt, en zy zullen alle Maetregelen neemen die in hunne Magt zullen zyn. Ten eynde deze eygdommen worden in agt genomen.

V. De Provisioneele Bestieringe, door het Volk benoemt, zal belast zyn met het opzigt, en bestier van de zaaken gesteld onder de bewaernisse en bescherminge van de Fransche Republyk, zy zal obagt geven op de versekeringe van de personen en goederen; zy zal doen uytvoeren de Wetten betrekende op Vonnis der Civile en Crimineele Processen, op de policie en de Publyke versekeringe; zy zal gehouden zyn te reguleeren, en doen betaalen de onkosten van plaets, en die de welke noodig zullen weezen tot de algemeene defensie; zy zal kunnen Contributien stellen, mits dat die niet worden gedraegen, door het behoefte en werkzaamig deel des Volks.

VI. Zoo haest als de provisioneele bestieringe zal ingerigt weezen de Volks vergaeding zal Commissarisen benomen uyt hun genomen om met haer een Broederschap te maeken.

VII. Den uytvoerenden Raed zal ook benoemen Nationale

loix en vigueur relatives au jugement des procès civils & criminels, à la police & la sûreté publique; elle sera chargée de régler & faire payer les dépenses locales, & celles qui seront nécessaires pour la défense commune; elle pourra établir des contributions, pourvu toutefois qu'elles ne soient pas supportées par la partie indigente & laborieuse du Peuple.

VI. Dès que l'administration provisoire sera organisée, la Convention Nationale nommera des commissaires pris dans son sein, pour aller fraterniser avec elle.

VII. Le conseil exécutif nommera aussi des commissaires nationaux, qui se rendront de suite sur les lieux pour se concerter avec les Généraux & l'administration provisoire nommée par le Peuple, sur les mesures à prendre pour la défense commune, & sur les moyens à employer pour se procurer les habillemens & subsistances nécessaires aux armées, & pour acquitter les dépenses qu'elles ont faites & feront pendant leur séjour sur son territoire.

VIII. Les commissaires nationaux nommés par le conseil exécutif lui rendront compte tous les quinze jours de leurs opérations; le conseil exécutif les approuvera, modifiera ou rejettera, & il en rendra compte de suite à la Convention.

IX. L'administration provisoire nommée par le Peuple, & les fonctions des commissaires nationaux, cesseront aussitôt que les habitans, après avoir déclaré la Souveraineté & l'indépendance du peuple, la Liberté & l'Egalité, auront organisé une forme de gouvernement libre & populaire.

X. Il sera fait état des dépenses que la République Française aura faites pour la défense commune, & des sommes qu'elle pourra avoir reçues, & la Nation Française prendra avec le gouvernement qui sera établi, des arrangements pour ce qui pourra être dû; & au cas que l'intérêt commun exigerait que les troupes de la République restassent encore à cette époque sur le territoire étranger, elle prendra les mesures convenables pour les faire subsister.

XI. La Nation Française déclare qu'elle traitera comme ennemi le Peuple qui, refusant la Liberté & l'Egalité, ou y renonçant, voudrait conserver, rappeller ou traiter avec le prince & les castes privilégiées; elle promet & s'engage de ne souscrire aucun traité, & de ne poser les armes qu'après l'affermissement de la Souveraineté & de l'indépendance du Peuple sur le territoire duquel les troupes de la République seront entrées, qui aura adopté les principes de l'Egalité, & établi un Gouvernement libre & populaire.

XII. Le conseil exécutif enverra le présent Décret par des courriers extraordinaires, à tous les Généraux, & prendra les mesures nécessaires pour en assurer l'exécution.

Suit la teneur de la Proclamation.

LE PEUPLE FRANÇOIS AU PEUPLE.

FRERES ET AMIS,

Nous avons conquis la Liberté, & nous la maintiendrons. Nous offrons de vous faire jouir de ce bien inestimable qui vous a toujours appartenu, & que vos oppresseurs n'ont pu vous ravir sans crime.

Nous avons chassé vos tyrans. Montrez-vous hommes libres, & nous vous garantirons de leur vengeance, de leurs projets & de leur retour.

Dès ce moment la Nation Française proclame la Souveraineté du Peuple, la suppression de toutes les autorités civiles & militaires qui vous ont gouverné jusqu'à ce jour, & de tous les impôts que vous supportez, sous quelque forme qu'ils existent, l'abolition de la dime, de la féodalité, des droits seigneuriaux, tant féodaux que censuels, fixes ou casuels, des bannalités, de la servitude réelle & personnelle, des droits exclusifs de chasse & de pêche, des corvées, de la gabelle, des péages, des octrois, & généralement de toute espèce de contributions dont vous avez été chargés par vos oppresseurs; elle proclame aussi l'abolition parmi vous de toute corvocation nobiliaire, sacerdotale & autres, de toutes les prérogatives & privilèges contraires à l'Egalité. Vous êtes dès ce moment, Freres & Amis, tous Citoyens, tous égaux en droits, & sous appelés également à gouverner, à servir & à défendre votre Patrie.

Formez-vous sur le champ en assemblées primaires ou de communes; hâtez-vous d'établir vos administrations & justice provisoires. Les agents de la République Française se concerteront avec vous pour assurer votre bonheur & la fraternité, qui doit exister désormais entre nous.

AU NOM DE LA REPUBLIQUE, le conseil exécutif provisoire mande & ordonne à tous les corps administratifs & judiciaires, que la présente loi ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier afficher, & exécuter dans leurs départemens & ressorts respectifs, en foi de quoi nous y avons apposé notre signature & le sceau de la République. A Paris, le quinzième jour du mois de Décembre mil sept cent quatre-vingt-douze, l'an premier de la République Française. Signé GARAT, Président du conseil provisoire Contresigné GARAT, Et scellé du sceau de la République. PACHE.

Certifié conforme à l'original, par le Maréchal de Camp Chef de l'Etat Major de l'Armée de la Belgique. THOUVENOT.

gouverner; & y faire passer les Wetten benedicten. Vonniss der Civile en Crimineele Processen, op de policie en de Publyke verzekeringe; zy zal gehouden zyn te reguleeren, en doen betaalen de onkosten van plaets, en die de welke noodig zullen weezen tot de algemeene defensie; zy zal kunnen Contributien stellen, mits dat die niet worden gedraegen, door het behoeftig en werkzaamig deel des Volks.

VI. Zoo haest als de provisioneele bestieringe zal ingerigt weezen de Volks vergaeding zal Commissarissen benomen uyt hun genomen om met haer een Broederschap te maeken.

VII. Den uytvoerenden Raed zal ook benoemen Nationale Commissarissen, dewelke hun terstond zullen begeeven naer de plaetsen om te beraemen met de Generaels en de Provisioneele Administratie benoemd door het Volk, over te nemen Maetregels aentewenden om zig te bezorgen, de Kleedinge, en de noodzaakelyke behoeftigheden voor de Arméen, en om te voldoen de onkosten die zy gedaen hebben, en zullen doen geduerende hun verblyf op hun Territoir.

VIII. De Volks Commissarissen benoemt door den uytvoerenden Raed, zullen aen den zelven Rekening doen alle Vyftien daegen van hunne bezigheden. Den uytvoerenden Raed zal de zelve goed keuren, maetigen of verwerpen, en hy zal daedlyk Rekening geven aen de byeenkomste.

IX. De Provisioneele Administratie benoemt door het Volk en de bedieningen der Nationale Commissarissen, zullen ophouden, zoo haest als de Inwoonders, naer verklaerd te hebben de Souvereiniteit, en de onafhangelykheid van het Volk, de Vryheid, en de Evengelykheid, zullen hebben werkstellig gemaekt een Form van eene Vrye Volks Regeering.

X. Men zal maeken eenen Staet van onkosten, de welke de Fransche Republyk zal hebben gemaekt voor de gemeene Defensie, en van de Sommen dewelke zy zal hebben ontfangen, en de Fransche Natie zal met het Gouvernement het welke gestelt zal worden, Reguleeringen wegens het geene zal kunnen schuldig zyn; en invaldat het gemeen belangen zouden vereyschen dat de Trouppen van de Republyk alnog verbleeven tot dien tyd-stip op vremden Bodem, zal zy behooryke Maetregelen neemen, om de zelve te doen Subsisteeren.

XI. De Fransche Natie verklaert, dat zy als Vyanden zal behandelen het Volk, het welk, de Vryheid en de Evengelykheid verwygerende, of daer aen Renonceerende, zoude willen behouden, herroepen of onderhandelingen hebben met den Prince en de Geprivilegeerde Familien zy belooft, en verbind haer van geen tractaet te onder teekenen en de Waepens niet afteleggen, als naer de vaststellings van de Souvereiniteit en onafhangelykheid van het Volk op welkers Bodem de Trouppen van de Republyk zullen zyn gekomen, en het welk zal hebben aengenomen de Grondregels van de Gelykheid, en zal hebben vast gesteld eene Vrye Volks Regeering.

XII. Den uytvoerenden Raed zal dit tegenwoordig Decreet door Extraordinaire Couriers toezenden aen alle generaels, en zal de noodige middelen neemen om daer van de uytvoeringe te verzeekeren.

Volgt den Inhoud van deze Proclamatie.

HET FRANSCH VOLK AEN HET VOLK.

BROEDERS EN VRINDEN,

WY hebben de Vryheid bekoomen, en wy zullen die Handhaeven. Wy Presenteeren u te doen genieten dit onwerderlyk goed het geene U altoos heeft toebehoort, en het welke uwe verdruckers u niet hebben kunnen neemen zonder Schelmstuk.

Wy hebben uwe Dwinglanders weg gedreeven. Toont U Vry Menschen te zyn. En wy zullen U beschudden van hunne wrake, van hunne opwerpsels, en van hun terug-komste.

Van dezen oogenblik verkondigt de Fransche Natie de Oppermagt van het Volk, de afschaffing van alle, zoo Militaire als Civile Autoriteit, die U geroeght heeft tot hier aen. En van alle lasten die gy draegt onder wat gedaenten die bestaan, de te-niet-doeninge van de Thiende, van de Leenverheffing, van de Heerlyke Regten zoo Leenen als rente, vaste of byvallende, van alle Gebieds-regten, van de Reële en Personcele Dienstbaerheid, van de uytlytende Regten, van Jagt en Visseryen, van de Heere dienste, van Sout-pagt, van Thol-regten, van Octroyen en Generalyk van alle soorten van Contributien met de welke gy beladen zyt geweest, door uwe verdruckers; zy verkondigt ook de te-niet-doeninge onder U lieden. Van de Adelyke, Priesterlyke, en andere Corporatien, van alle de voorregten en Privilegien Contrair aen de Evengelykheid. Gy lieden zyt van dezen oogenblik Broeders en Vrinden, altemael Borgers heel gelyk in de Regten, en alle geroepen Eglyk, om het Vaderland te Regeeren te Dienen en voor te staen.

Formeert u terstond in Primaire Verzaemelingen, of der Gemeentens. Haest U op-te-rigten Uwe bestieringen, en Provisioneele Gerigten. De Agenten van de Fransche Republyk zullen zig beraeden met U-lieden, om U geluk, en de Broederlykheid die voortaan onder ons moet stand houden te verzeekeren.

IN DEN NAEM VAN DE REPUBLIK. Den by Provisie uytvoerenden Raed, doet weeten en beveelt aen alle de bestier hebbende Corpora, en Gerigts-banken, dat zy deze tegenwoordige Wet in hunne Registers doen teekenen, Leezen, Verkondigen en aenslaen, en uytvoeren in hunne Respective onderhoorigheden en Regts-gebieden; in waerheid van welke wy hebben daer by gesteld onze onderteekeninge, en den Zegel van de Republyke. Tot Parys den Vyftienden Dag van den Maend December, Duyzent zeven hondert twee-en-negentig. Het Eerste Jaer van de Fransche Republyk. Was geteekent GARAT, President van den by Provisie Uytvoerenden Raed. Tegen geteekent GARAT, en Bezeegelt met den Zegel van de Republyk. PACHE.

Gecertificeert Gelykformig te zyn met het Origineel door den Veld-Marechal Hoofd van den Staet Majoor van de Nederlandsche Armée, THOUVENOT.